

**Convention collective**

**IDCC : 9071. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES  
DE TRAVAUX AGRICOLES ET CUMA**

**(Ardèche)**

**(20 décembre 1983)**

(Étendue par arrêté du 14 juin 1984,  
*Journal officiel* du 4 juillet 1984)

**AVENANT N° 64 DU 19 AVRIL 2018**

**RELATIF AUX CONTRATS DE TRAVAIL INTERMITTENTS**

NOR : AGRS1897202M

IDCC : 9071

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ardèche ;

Fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole CUMA de l'Ardèche ;

Syndicat des entrepreneurs des territoires de l'Ardèche,

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire SGA CFDT ;

Fédération CFTC de l'agriculture ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant a pour objet de compléter les dispositions de l'accord national du 23 décembre 1981 sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles, en prévoyant la liste des emplois pour lesquels il est possible de recourir au contrat de travail intermittent.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Contrat de travail intermittent*

Les dispositions de la convention collective du 20 décembre 1983 sont complétées par un article 17 *bis* rédigé ainsi.

*Contrat de travail intermittent*

Des contrats de travail intermittent prévus par les articles L. 3123-33 à L. 3123-38 du code du travail peuvent être conclus dans les conditions et suivant les modalités résultant des dispositions de l'article 9.3 de l'accord national du 23 décembre 1981, modifié, sur la durée du travail en agriculture afin de pourvoir des emplois permanents soumis soit à des variations saisonnières ou de production, soit à des contraintes saisonnières ou extérieures de commercialisation, ou conclus dans le cadre de services de remplacements, comportant par nature une alternance de périodes travaillées et de périodes non travaillées.

Le contrat de travail intermittent est, conformément aux dispositions des articles L. 3123-33 à L. 3123-38 du code du travail, un contrat de travail à durée indéterminée qui doit être conclu par écrit. Il mentionne obligatoirement :

- la qualification du salarié ;
- les éléments de la rémunération ;
- la durée annuelle minimale de travail du salarié (comprise entre 300 et 1 200 heures). Les heures dépassant la durée minimale fixée au contrat ne peuvent excéder le tiers de cette durée sauf accord du salarié ;
- les périodes pendant lesquelles celui-ci travaille ;
- la répartition des heures de travail à l'intérieur de ces périodes.

Le contrat de travail intermittent doit préciser les modalités de rémunération du salarié. À cet effet, les parties au contrat peuvent opter pour l'une des 2 formules suivantes :

- soit la rémunération mensuelle des heures de travail effectivement faites au cours du mois, majorées de 13 % dont 10 % au titre de l'indemnité compensatrice de congés payés et 3 % au titre du paiement des jours fériés ;
- soit la rémunération mensualisée et lissée sur la base du 1/12 de la durée du travail annuelle prévue au contrat majorée de 13 %.

Dans le respect de ce principe général et des autres dispositions de l'accord national précité relatives au contrat de travail intermittent, dans les exploitations et entreprises couvertes par la présente convention collective, les emplois pouvant être pourvus par un tel contrat de travail sont les suivants :

- emplois d'ouvriers et employés exécutants (niveau 1, échelons 1 et 2 de la classification des emplois prévue à l'annexe II de la présente convention collective) ;
- emploi d'ouvriers et employés spécialisés (niveau 2, échelons 1 et 2 de la classification des emplois prévue à l'annexe II de la présente convention collective) ;
- emplois d'ouvriers et employés qualifiés (niveau 3, échelons 1 et 2 de la classification des emplois prévue à l'annexe II de la présente convention collective) ;
- emplois d'ouvriers et employés hautement qualifiés (niveau 4, échelons 1 et 2 de la classification des emplois prévue à l'annexe II de la présente convention collective) ;
- emplois de techniciens et agents de maîtrise (TAM niveaux 1 et 2 de la classification des emplois prévue à l'annexe II de la présente convention collective). »

**Article 2**

*Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur à la date de sa signature.

### **Article 3**

#### *Dépôt et extension*

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Privas, le 19 avril 2018.

(Suivent les signatures.)